

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/32/301
26 octobre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 9 de l'ordre du jour

DEBAT GENERAL

Lettre datée du 25 octobre 1977, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le représentant permanent du
Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies

A la 29ème séance plénière de l'Assemblée générale, tenue le 11 octobre 1977, une question de procédure s'est posée lorsqu'un observateur a demandé à répondre à des observations qui avaient été faites au cours du débat général.

J'avais l'intention, à ce moment-là, de faire une très brève déclaration pour réaffirmer les vues du Gouvernement canadien sur cette question. Le fait que je n'ai pas été en mesure d'énoncer la position du Canada ne doit pas être interprété comme représentant une modification de la position de mon Gouvernement. Je tiens à dire une fois de plus que le Canada continue de s'opposer à ce que l'on accorde aux observateurs les mêmes droits que ceux dont jouissent les seuls Etats Membres. Nous sommes fermement d'avis que les représentants des Etats Membres sont seuls habilités à prendre la parole au cours du débat général et que toute dérogation à cette pratique altère le caractère de nos délibérations.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du point 9 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur et représentant permanent,

(Signé) W. H. BARTON